



HAL
open science

Quand les économistes traitaient de la question agraire (1972-1980) Retour sur un épisode français

Thierry Pouch

► **To cite this version:**

Thierry Pouch. Quand les économistes traitaient de la question agraire (1972-1980) Retour sur un épisode français. *Fabricating Modern Economics. A singular French episode 1975-1985*, Dec 2017, Nice, France. hal-02050680

HAL Id: hal-02050680

<https://hal.univ-reims.fr/hal-02050680v1>

Submitted on 27 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Quand les économistes traitaient de la question agraire (1972-1980)

Retour sur un épisode français

Thierry Pouch

Université de Reims Champagne Ardenne

Laboratoire REGARDS

Journées de l'Association Charles Gide pour l'histoire de la pensée économique

La science économique au XX^e siècle

La singularité d'un épisode français (1975-1985)

7-9 décembre 2017

Université de Nice-Côte d'Azur

La science économique en France durant la décennie 1975-1985 se trouvait dans un état singulier. Ce qui frappe l'observateur réside dans l'affirmation d'un certain pluralisme des approches, que celui-ci ait été voulu ou subi, alors que la situation présente pousse *a contrario* les économistes se réclamant de près ou de loin de l'hétérodoxie à revendiquer un retour au pluralisme. L'Association Française d'Economie Politique (AFEP) avait même eu pour ambition de créer une nouvelle Section au Conseil national des Universités (CNU) pour introduire ce pluralisme dans la science économique. L'échec partiel de l'AFEP offre pour le coup une occasion de revisiter la singularité de la période 1975-1985. L'une des dimensions de cette singularité a trait à la présence difficilement réfutable de Marx et du marxisme dans les Universités où était enseignée l'économie.

On sait que les controverses théoriques ont, à cette époque, porté à la fois sur la critique de l'école néo-classique (ses limites, sa cohérence interne, l'irréalisme de ses hypothèses...), et sur l'œuvre économique de Marx lui-même (loi de la valeur, problématique de la transformation des valeurs en prix de production, taux de profit...). L'ambition partagée par les économistes hétérodoxes de l'époque était tournée vers la construction d'une critique de fond de la théorie néo-classique, au point, dans certains cas, d'aboutir à la formation d'une alternative à l'équilibre économique général (de Bernis, 1975) (Benetti, 1976) (Salama, 1975) (Benetti, Cartelier, 1981) (Aglietta, 1976). Il n'est pas incongru de considérer cet épisode singulier comme des années de « haute théorie », pour reprendre une expression formulée en 1967 par G. L. Shackle lorsqu'il évoquait les années 1930 (Shackle, 1967).

C'est dans ce contexte scientifique et historique que s'inscrit une autre controverse, moins saillante mais tout aussi fondamentale, qui a animé une frange de la profession des économistes français, la question agraire. Une décennie durant, les échanges ont été réguliers, soutenus, vifs, entre des auteurs estimant que le processus de subsumption de l'agriculture sous le mode de production capitaliste était une réalité, tandis que d'autres pensaient que la petite production marchande – ou plus précisément l'exploitation agricole familiale – échappait encore aux assauts du capitalisme. Initiée au détour du milieu des années 1960, elle connaît sa pleine maturité à partir de 1972, avec l'article resté célèbre de Claude Servolin. Elle inaugure en quelque sorte l'avènement de la singularité de cet épisode français. Cette controverse restaure et actualise les approches de Karl Marx, de Vladimir Lénine, de Karl Kautsky et de Rosa Luxemburg. Il s'agit donc d'un volet important pour comprendre l'état de la science économique en France.

La première partie de cette communication traitera des conditions d'émergence d'une lecture marxiste de la question agraire en France, à un moment où le secteur agricole entre dans une phase d'intense modernisation sous la double impulsion de la *Politique agricole commune* (PAC) et des *Lois d'orientation nationales* de 1960-62. Cette lecture s'insère dans une variété de circuits de production académique hexagonale. La seconde partie sera consacrée à l'identification des facteurs de déclin de l'approche se réclamant du marxisme pour analyser le sort de la question agraire en France, aboutissant à en faire un chapitre clos dans l'histoire de la pensée économique. La communication se terminera par une troisième partie, consacrée à l'hypothèse d'un retour probable de cette lecture critique, l'évolution et la crise de l'agriculture laissant en effet entrevoir les linéaments d'un renouveau de cette problématique.

Capitalisme et agriculture : la résurgence d'une controverse ancienne

La relation entre agriculture et capitalisme a été, depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'objet de vastes controverses au sein des sciences sociales et des partis politiques. L'une d'entre elles est de savoir si la petite exploitation agricole constitue un vestige du passé précapitaliste destiné à disparaître sous le poids d'une accumulation du capital se réalisant sur une base sans cesse élargie, l'autre étant centrée sur la signification politique d'un tel processus. En France, à partir de 1930, ces débats ont en effet dépassé le périmètre de l'analyse économique, au regard notamment de questionnements politiques émanant de la gauche en matière d'alliances sociales à établir ou non avec la paysannerie, dans la perspective de la conquête du pouvoir, et afin de préserver l'exploitation agricole familiale de petite dimension. L'ambition est de s'affranchir d'une idéologie agrarienne, perçue comme une entrave à la jonction entre la classe ouvrière et des paysans formant la catégorie sociale la plus importante du fait de ses effectifs¹. La fin des années 1950 marque un tournant décisif dans l'interprétation du fait agricole en économie.

Le passage de la IV^{ème} à la V^{ème} République en France signe en effet l'amorce d'une phase de modernisation des structures économiques de la nation. L'ambition est de faire correspondre le rang du pays dans les relations internationales avec la puissance de son économie. Les nouvelles institutions créent les conditions politiques et sociales d'une modernisation sans précédent des structures économiques du pays à laquelle n'échappe pas l'agriculture (Gauron, 1983). L'invention de la PAC dans le cadre d'une Europe communautaire naissante et l'application des *Lois d'orientation* agricoles de 1960 et 1962 sous l'égide d'Edgard Pisani, a propulsé le secteur agricole sur la voie de la modernisation, tournant le dos aux milieux agrariens, et rouvrant ainsi la voie à un réexamen des visions développées par Marx et ses continuateurs.

Toutefois, le réexamen de la question agraire en France, dans le sillage de Marx et de ses épigones, n'a pu s'établir sans un contexte idéologique et scientifique porteur, marqué par l'implantation et la visibilité croissante du marxisme dans les Universités où l'économie est enseignée (Pouch, 2001). Concernant le domaine agricole, les années 1972-1980 marquent l'apogée de la question agraire en économie, qui, du coup, apporte un éclairage supplémentaire à la singularité d'un épisode spécifiquement français. Les signes annonciateurs de cette singularité française se trouvent aussi du côté de l'agriculture.

Le rôle décisif de deux institutions : l'INRA et l'Association française de science politique

C'est au début de la décennie 1970 que resurgit avec fracas la controverse enclenchée par Marx au XIX^e siècle au sujet du devenir de l'agriculture face à l'expansion du capitalisme. Plus précisément en 1972, date à laquelle un chercheur de l'INRA, Claude Servolin, publie un article dont l'audience aura un impact décisif dans les débats qui animent les économistes traitant d'agriculture et qui, par surcroît touchent la science économique en France durant cette période s'étalant de 1975 à 1985.

¹ L'agrarianisme combine la défense de la place de l'agriculture dans l'économie nationale avec la célébration d'une paysannerie – associée à la petite et moyenne propriété familiale – et d'un monde rural en tant que symboles et garants de l'identité nationale par opposition à la ville moderne et à la classe ouvrière – et au socialisme qui leur est régulièrement associé. Lire P. Barral (1968).

Après 1968, l'INRA procède à un changement assez radical dans sa politique de recrutements des chercheurs. Comme dans l'Université, l'Institut ouvre ses postes aux jeunes marxistes, leur laissant la possibilité de réinvestir la question agraire et de rouvrir des questionnements autrefois initiés et traités par Marx et ses disciples. Il faut dire que l'implantation du marxisme dans les Universités où l'économie est enseignée était un processus enclenché depuis la fin des années 1950, que le philosophe Louis Althusser délivrait une approche renouvelée mais contestée de la pensée de Marx dans son séminaire de l'*Ecole normale supérieure* (ENS), que l'Institut Maurice Thorez crée le *Centre d'études et de recherches marxistes* (CERM), et que, au début de la décennie 1970, le capitalisme entrait dans une crise longue. La question agraire refait surface, chacun des chercheurs de l'INRA se lançant dans le débat théorique relatif au statut de la paysannerie dans le mode de production capitaliste. L'ère du *leadership* marxiste dans l'économie agricole prend forme (Cavailhès, 1984). Le marxisme devint ainsi le courant de pensée dominant à l'INRA, avec une large prédominance de la mouvance maoïste. C'est dans cet Institut de recherche que les différentes écoles se réclamant de Marx vont se livrer à une bataille d'idées sur la question agraire.

C'est dans un ouvrage collectif que paraît en 1972 un long chapitre – 35 pages – signé de Claude Servolin, qui deviendra une référence dans le débat sur agriculture et capitalisme (Servolin, 1972). Une position qui va déclencher un vaste mouvement de pensée, aboutissant à des controverses qui, pour les jeunes générations d'aujourd'hui, économistes ou ingénieurs agronomes, semblent lointaines, alors que, au regard de la crise actuelle et de l'évolution de l'agriculture française, elles devraient être réexaminées. L'ouvrage collectif est publié par une prestigieuse maison d'édition, Armand Colin – spécialisée pour l'essentiel dans l'édition d'ouvrages universitaires – dans la collection *Les Cahiers de la Fondation des Sciences Politiques*. A intervalle régulier, tous les quinze ans environ, est publié un état des lieux des rapports entre les agriculteurs et la politique, réunissant des spécialistes confrontant leurs recherches sur ce thème.

C'est en 1958 que le premier « rapport » fut édité sous la direction de Jacques Fauvet et Henri Mendras. Fruits de colloques successifs organisés par l'*Association française de science politique* (AFSP), les communications sont ensuite publiées dans des ouvrages sous l'égide de cette AFSP. Le dernier rapport, édité aux *Presses de Sciences Po*, date de 2010, et brosse une synthèse de l'évolution sur cinquante ans des recherches en matière d'agriculture, de politique, d'économie et de sociologie, avec l'introduction de thématiques nouvelles (biodiversité et agriculture, environnement, tendances du syndicalisme, évolution des politiques agricoles...)². Dans l'espace des idées économiques, sociologiques et politiques, les chercheurs participant à cette photographie du monde agricole et des relations qu'il entretient avec la sphère politique bénéficient de l'image que renvoie une telle institution dans le champ scientifique. Le lieu à partir duquel s'exprime Claude Servolin est une institution publique de recherche, l'INRA et son département d'économie et de sociologie rurale, et celui qui rend socialement visible son point de vue est une deuxième institution tout aussi reconnue, l'AFSP.

La réflexion de l'économiste de l'INRA a pour point de départ une critique des thèses centrées sur la décomposition de la paysannerie et sur l'absorption de l'agriculture par les rapports de production capitalistes, telles qu'elles ont été construites et diffusées par Marx et ses

² Voir B. Hervieu et al. (éds) (2010).

continueurs. Marx, Kautsky, Luxemburg et Lénine, passent dans la moulinette critique de Servolin. Selon ce dernier, il faut désormais admettre que la grande exploitation capitaliste n'a pas succédé à la petite production marchande comme l'avait prédit Marx dans *Le Capital*. La petite exploitation agricole familiale a subsisté, et il est nécessaire d'en mettre au jour les raisons. Les petites structures ont pu même coexister avec les exploitations de plus grande taille. L'idée d'une coexistence entre les deux types d'exploitation fait écho à la thèse de Kautsky. Toutefois, Servolin s'écarte de son illustre prédécesseur en soulignant leur complémentarité, alors que Kautsky estimait que cette coexistence traduisait la domination de l'une – la grande exploitation – sur l'autre – la petite production marchande. Pour Servolin,

« Classiquement, on définit la petite production marchande par deux présupposés principaux : le travailleur direct est propriétaire de tous les moyens de production. Le procès de production est organisé par lui, en fonction de lui-même et de son 'métier'. Le produit de son travail lui appartient en totalité ; le but de la production n'est pas la mise en valeur d'un capital et l'obtention d'un profit, mais la subsistance du travailleur et de sa famille, et la reproduction des moyens de production nécessaires pour l'assurer » (Servolin, 1972, page 51)

Le premier de ces présupposés renvoie directement à la problématique de la propriété de la terre. Dans la mesure où cette propriété de la terre, requise pour que se développe la petite production marchande, représente un coût important, elle est un frein à la concentration des exploitations agricoles et l'avènement de structures de grande taille. Le second présupposé ne signifie pas que les productions parcellaires fonctionnent de manière autonome. Si l'objectif ultime n'est pas la « mise en valeur du capital », il n'en demeure pas moins que les agriculteurs évoluent sous la domination du mode de production capitaliste, et qu'ils versent leurs produits sur les marchés en dessous de leur valeur. Le principe de l'autoconsommation des produits agricoles fabriqués à la ferme subit une érosion du fait même de la coexistence de la petite production marchande et du mode de production capitaliste. Le paysan vend donc une fraction de plus en plus croissante de sa production annuelle aux marchés, mais à un prix *in fine* moins élevé que s'il était un entrepreneur classique.

Il s'ensuit selon Servolin que, pour subsister, l'exploitant familial doit d'une part, intensifier son travail, et, d'autre part, accroître ses gains de productivité pour combler le différentiel entre la valeur moyenne de sa production et le prix perçu sur le marché. Le rôle du prix apparaît pour ce qu'il est, fondamental dans le fonctionnement même de la petite exploitation agricole. Pour que la coexistence entre le mode de production capitaliste et la petite production marchande se déroule de façon harmonieuse, il revient à l'Etat, au travers d'une *politique agricole*, d'instaurer des outils de régulation des marchés. La PAC remplira pleinement cette fonction dans des domaines comme les céréales, la viande et les produits laitiers. Dans le même temps, ce processus incite les agriculteurs à se spécialiser de plus en plus tout en préservant leur statut de petit producteur marchand, amplifiant la baisse de la valeur des produits et celle des effectifs d'agriculteurs.

Pour résumer la thèse de Servolin, ce sont bien la propriété de la terre (« pour ce qui concerne la propriété privée de la terre, rien ne fait prévoir son abolition prochaine » indique Servolin dans sa contribution, page 66) et les spécificités du procès de travail agricole qui font obstacle à la pénétration du capitalisme dans le secteur agricole. Servolin indique même que ces deux freins ne sont pas prêts d'être levés dans les années à venir, y compris dans des productions animales qui ont pourtant été l'objet d'une intégration industrielle, à l'instar de la volaille ou de la viande

porcine. Il convient d'ajouter que, du fait de la faiblesse des prix, les industriels semblent renoncer à investir dans un tel secteur, les perspectives de rentabilité du capital n'étant pas suffisamment importantes. Il y aurait en quelque sorte une répartition des tâches entre les acteurs de l'économie. Puisque la rentabilité du capital est trop faible, il revient à l'Etat de prendre en charge la gestion de l'agriculture par des politiques publiques appropriées (soutien des prix, des exportations, aides, bonification des crédits...), de maintenir un effectif d'agriculteurs performants pour approvisionner les industries de la transformation. De ce point de vue, la PAC, ou tout autre politique agricole, peut être appréhendée comme une modalité de la coexistence entre le capitalisme et la production parcellaire. La grande exploitation agricole et l'industrie de la transformation n'ont pas alors de *stimuli* particuliers pour prendre la direction des exploitations agricoles, en particulier celles orientées sur les produits animaux, tant qu'un taux de profit conséquent n'en aura pas été déterminé.

C'est pourquoi il faut entendre le terme « absorption », tel qu'il est utilisé par Servolin dans son chapitre, dans un sens très précis, qui, à première vue, a pu être trompeur. L'auteur livre son interprétation de l'évolution de l'agriculture de la façon suivante :

« Si, d'autre part, on admet que ce passage de la production agricole sous le contrôle direct du capitalisme, ou, si l'on veut, son 'absorption' dans le mode de production capitaliste est nécessaire, inévitable, on est conduit à penser que ce processus ne s'accomplira pas, au moins dans les prochaines décennies, par la dissolution de la petite production marchande, mais, qu'au contraire, il prendra la forme d'une nouvelle restructuration de celle-ci et des modalités de sa coexistence avec le MPC » (Servolin, 1972, page 71)

Le concept d'absorption de l'agriculture doit par conséquent être entendu comme un procès de reproduction de la petite production parcellaire, jusque dans certaines limites. Que dans certaines productions comme l'aviculture, le pouvoir de décision échappe de plus en plus au producteur lui-même, du fait d'une forme d'intégration économique qui offre des perspectives de rentabilité économique aux transformateurs, c'est une réalité objective. Toutefois, le procès de production n'annihile pas, loin s'en faut, la dimension formelle de l'exploitation agricole. L'agriculteur n'en est pas pour autant un « travailleur libre », disposant d'une force de travail qu'il peut présenter sur le marché du travail, se séparant ainsi de ses moyens de production. Servolin invite à ne pas se limiter au clivage, simpliste, opposant le paysan autonome et le travailleur salarié. Entre la petite production marchande et le capital industriel, surgit une multitude de situations complexes, une variété de situations illustrant le lien de subordination aux forces détenant le capital. On ne peut donc confondre trop hâtivement le statut de paysan avec celui de salarié. C'est pourquoi Servolin ne détecte pas de réel conflit entre les producteurs, si ce n'est au sujet de la répartition des aides agricoles publiques. L'auteur en déduit qu'il existerait ainsi une sorte de « répartition des tâches » entre deux types d'agriculture, entre les grandes exploitations et les petites, sans que leurs intérêts économiques ne soient antagonistes.

L'impact de l'analyse produite par Servolin est considérable. Elle va en effet occasionner très rapidement, c'est-à-dire deux ou trois ans après sa publication, une rafale de critiques destinée non seulement à la déconstruire pour mettre en exergue ses lacunes par rapport à la démonstration de Marx, mais aussi pour en débusquer ses fondements épistémologiques³.

³ En particulier ses fondements althussériens. Voir sur ce point J. Grossman (1980).

La longévité de la thèse de Marx

La pensée marxiste en France, ne s'est que rarement, voire jamais, illustrée par son unité théorique, et encore moins politique. S'agissant de la problématique des rapports entre agriculture et capitalisme, l'économie et la sociologie rurale n'ont pas échappé à ces luttes intestines pour détenir le monopole de la vérité marxiste. Durant les années 1970 et 1980, la variété des écoles se réclamant de Marx atteint son point culminant. En économie, ces lignes de fracture passent notamment par les supports de publication et les positionnements institutionnels.

Si Servolin voit son audience s'élargir, il le doit au fait que, outre sa position de chercheur à l'INRA, son approche de la petite production marchande est publiée par le truchement de l'AFSP. En revanche, ses principaux détracteurs vont articuler scientificité du propos et militantisme. Dans les deux cas, l'hostilité envers la position de Servolin s'effectuera selon trois dimensions critiques. La première s'inscrit dans une démarche visant à confronter les thèses de Marx et de Lénine à celle de Servolin, et qui se concrétise par des publications dans des revues politiquement situées.

On doit au préalable reconnaître au moins un mérite à l'INRA, durant les années 1970. Celui d'avoir laissé s'exprimer des débats théoriques et empiriques aussi contradictoires que passionnés. Une telle institution doit se mériter au fait que l'époque était fortement imprégnée de culture marxiste, héritage de l'implantation de ce courant de pensée dans les Universités et dans l'ensemble de la société française. La figure de l'intellectuel total était en effet largement dominante depuis le début des années 1960, comme cela a été rappelé *supra*. C'est au sein de cet Institut de recherche agronomique que les oppositions tranchées concernant l'agriculture et le capitalisme ont pu se déployer. Une fois les recherches produites, il fallait les publier. Un support fondamental de publication va être utilisé pour diffuser des thèses hostiles à Servolin.

Ce support est la revue *Critiques de l'économie politique*, titre dont la référence au sous-titre du *Capital* de Marx est explicitement revendiquée. Il est ici suggéré de rappeler brièvement la genèse de cette revue dans l'espace social des revues d'économie. La revue *Critiques de l'économie politique* (CrEP) fut l'un des pôles de l'hétérodoxie au sein des publications d'économie durant plus de dix ans, avant de cesser de paraître en 1985. Créée en 1973, CrEP avait pour objectif d'apporter un éclairage critique du fonctionnement des économies et s'inscrivait résolument en rupture avec la théorie néo-classique. Mais, ce qui la distinguait des autres revues a trait à une orientation beaucoup plus militante. En effet, plusieurs des membres du comité de rédaction militaient à la *Ligue communiste révolutionnaire* (LCR), et notamment l'un des fondateurs de la revue, Pierre Salama. Toutefois, CrEP n'a pas été la revue de la LCR. Elle répondait surtout à une demande sociale précise, émanant des étudiants et des enseignants du supérieur en économie, et le projet de publication d'une telle revue, sur l'initiative de Pierre Salama, Jacques Valier et Alain Azouvi, fut acceptée sans réticence par l'éditeur François Maspero, lequel détenait une audience importante en France sur le marché des éditions critiques. La sortie du premier numéro consacré à l'inflation capitaliste en 1973 connut un réel succès avec 5 000 exemplaires vendus. Tous les numéros (1 à 26) de la première série de CrEP (1973-1977) contenaient des articles traitant du capitalisme et de sa crise, et s'adossant à Marx et à Trotsky (inflation, sous-développement, agriculture, paysannerie et capitalisme, internationalisation du capital financier, luttes ouvrières, crise du capitalisme).

Un tournant survient en 1977 avec la formation d'une nouvelle série, s'étendant de 1977 à 1985, 32 numéros. Le passage à la nouvelle série, toujours éditée par Maspero, puis par les éditions La Découverte après 1983, exprime une progressive mise à distance de la problématique marxiste. L'arrivée dans le comité de rédaction d'économistes proches du Parti socialiste et du Parti socialiste unifié, provoque une réorientation des thèmes, réorientation qui n'est pas étrangère au contexte politique du moment. La nouvelle série voit en effet le jour un an avant les élections législatives de 1978, dont on pense que l'issue sera favorable à la gauche et en particulier au Parti socialiste. Le numéro 2 est d'ailleurs consacré aux nationalisations, bien que ce thème soit abordé avec beaucoup de réserves quant à l'efficacité d'une telle mesure. La revue *CrEP* est encore dominée par le courant trotskyste. Le véritable basculement se produit toutefois après 1981. La revue devient moins militante, ce dont témoigne l'intronisation de Robert Boyer (arrivé en 1980), de Jean-François Germe (*idem*), d'Annie Lou Cot (après 1982) ou d'Éric Verdier (arrivé en 1984). Il s'agit de recentrer la revue sur des thèmes plus concrets, plus empiriques, qui pourraient apporter un éclairage d'experts à une gauche au pouvoir. Dès 1983 d'ailleurs, deux fondateurs ne font plus partie du comité de rédaction (Azouvi et Valier). On comprend alors assez bien la prédominance à partir de 1982-1983 de préoccupations comme le travail, les pratiques sociales des entreprises, les politiques de l'emploi ou la politique économique de la gauche. La baisse du nombre des abonnements et des exemplaires vendus au numéro (1 500 à 1 900 en moyenne) et l'absence de financements extérieurs maintiennent la revue dans un déséquilibre financier permanent. Mais, cette explication n'est que partielle. Dans l'éditorial du dernier numéro paru, on peut relever cette indication :

« En second lieu, le comité de rédaction, qui n'a peut-être pas su se renouveler suffisamment, avait un mode de fonctionnement essentiellement militant. Celui-ci, outre le fait qu'il était désormais difficilement accepté par les membres du comité de rédaction, interdisait un véritable renouvellement de la formule, une redéfinition des objectifs de la revue susceptibles de répondre à l'attente d'un public suffisamment large pour assurer l'équilibre de la revue » (*Critiques de l'économie politique*, numéro 32, juillet-septembre 1985)

Évoquer les aspects financiers ne permet pas de dissimuler la ligne de tension au sein du comité de rédaction, entre les héritiers de l'ancienne série, militants révolutionnaires, et les nouveaux membres, plus proches de la gauche de gouvernement. Ce clivage confirme l'érosion du radicalisme politique, et la disparition de la revue ôte au courant critique un support important de diffusion du marxisme en économie.

C'est dans cette revue *Critiques de l'économie politique*, première série, que Jean Cavailhès et Hervé Ossard publient leurs articles, dont la finalité est de porter une critique décisive à l'endroit de la thèse de Servolin. Le premier publié en mars 1976, soit quatre ans après Servolin, un texte intitulé *L'analyse léniniste de la décomposition de la paysannerie*, texte qui sera ensuite intégré en 1979 dans le document de recherche numéro 16, dans le cadre d'un cours professé à l'École supérieure d'agronomie de Dijon (aujourd'hui AgroSup Dijon). Le fil conducteur de cet article a trait à la mise en opposition des thèses de Lénine et de Servolin. La démonstration de Servolin est qualifiée de construction idéologique, dans la mesure où elle fait abstraction du processus historique réel, qui se caractérise par des contradictions à l'origine desquelles les sociétés et les secteurs économiques évoluent selon une logique dialectique totalement absente chez Servolin. Pour Cavailhès, il n'est pas acceptable de penser que la petite production marchande est dotée d'outils de résistance lui permettant de se stabiliser dans le temps historique. Il en veut pour

preuve que la disparition des exploitations de petite taille et les mutations que l'agriculture et ses rapports de production ont connues depuis les années 1960, sont des vecteurs de la décomposition de la paysannerie. Cavailhès rappelle de surcroît que les rapports de production capitalistes, en s'élargissant, ont tendance à détruire les formes de production qui gravitent autour d'eux. La déstructuration – décomposition selon Lénine, dissolution selon Marx – du secteur agricole peut revêtir de multiples aspects : l'innovation dans l'industrie textile débouche sur l'usage de fibres synthétiques et non plus de fibres d'origine végétale, recours aux engrais chimiques, augmentation des volumes de production...

L'analyse livrée par Ossard dans le numéro suivant de la même revue, est intitulé *L'agriculture et le développement du capitalisme*. Ossard entend s'approprier la thèse de Servolin pour mieux la mettre en contradiction avec le point de vue de Marx lui-même, en particulier celui contenu dans le chapitre traitant de l'accumulation primitive du capital. Ce qui distingue Marx de Servolin réside dans le fait que pour le premier, il s'agit bien d'une expropriation du producteur immédiat par l'accumulation du capital, alors que pour le second, si la petite production marchande – l'agriculture – fournit au capitalisme des travailleurs libres, elle n'est pas pour autant détruite par lui. Pour Ossard, Servolin se présente comme une sorte de « révisionniste » de l'œuvre de Marx, dans le champ de l'agriculture, ne serait-ce qu'en raison du fait que, pour Marx, la petite production marchande se présente comme une forme transitoire de production, appelée à être subsumée sous le capital, et ce, tendanciellement.

La seconde dimension critique émane principalement de Jean Cavailhès, lui aussi chercheur à l'INRA et enseignant à l'Agro de Dijon. Elle consiste à montrer en quoi la thèse de Servolin est profondément *anhistorique*, ce qui, pour un auteur se réclamant de Marx, est quelque peu paradoxal. Cavailhès ne s'encombre pas de précaution oratoire, et qualifie l'analyse de Servolin de non marxiste. En reprochant au théoricien de l'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste de se situer au voisinage du structuralisme et de la notion d'invariant structurel, Cavailhès indique qu'il s'empêche de penser la dynamique des sociétés selon le principe de la contradiction, de manquer de sens dialectique. On retrouve ici le clivage bien connu entre les structuralistes d'obédience althusserienne et les marxistes poursuivant dans la voie de la dialectique et de la vision en dynamique historique des sociétés évoluant sous le poids de leurs contradictions. Le modèle que propose Servolin est donc statique, ne pouvant évoluer sous le poids des contradictions entre les structures économiques et les conditions historiques dans lesquelles elles sont apparues et qui, à un moment donné, ne correspondent plus aux exigences du capital. La petite production marchande est, d'une certaine manière, adaptable, réformable, au gré des intérêts du capitalisme qui, selon Servolin, n'envisage pas de l'anéantir, de se l'approprier. Une approche qui a été perçue comme bien peu marxiste par les détracteurs de Servolin. On comprend mieux alors l'insistance avec laquelle cet auteur use du terme de « coexistence », qui renvoie à une vision précise du monde rural, sans conflit, harmonieux, et, ainsi que l'indiquait Lénine dans son texte *Pour caractériser le romantisme économique*, amène son lecteur à faire de la petite production marchande une véritable « organisation sociale ».

La troisième critique qui fut adressée à Servolin concerne les fondements théoriques sur lesquels il a construit son propos. Certes, on sait que la possibilité d'une « persévérance dans l'être (*conatus*) » de la petite production marchande était envisagée par Kautsky dans la *Question agraire*, mais point chez Marx, auteur constituant une source d'inspiration fondamentale chez

Servolin. Même si l'on trouve dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx quelques incursions dans l'idée selon laquelle le paysan parcellaire peut subsister face aux assauts du capital, il n'en demeure pas moins que cette résistance ne remet pas en cause la dynamique de l'accumulation du capital qui condamne à terme le petit paysan. Il s'ensuit que la thèse de Servolin prête le flanc à la critique, qui y a vu un attachement bien plus prononcé à la démonstration des populistes russes, et en particulier à Chayanov, qu'à celle de Marx et de ses continuateurs, en l'occurrence Lénine. Ce qui a conduit un économiste comme Jérôme Grossman à considérer que la controverse entre Cavailhès et Servolin se faisait l'écho de celle que Lénine avait déclenchée envers les populistes russes d'une part, et, d'autre part, avec Sismondi (Grossman, 1980)⁴.

Servolin aurait sans doute pu s'économiser de telles critiques s'il était resté sur la position qui fut la sienne, partagée avec Michel Gervais, au tout début des années 1960. Dans un article important publié en 1963 dans la revue *Economies et Sociétés*, ces deux auteurs considéraient que plusieurs facteurs ne pouvaient que conduire à la disparition de la petite agriculture, évolution ouvrant la voie à un système agricole de type industriel. Le vecteur décisif de cette dynamique d'érosion et à terme de disparition de l'exploitation agricole artisanale était selon eux le machinisme – phénomène de substitution capital-travail –, puisqu'il transforme l'organisation même du travail agricole, amenant le paysan à déployer son activité sur une plus grande échelle. L'évolution de secteurs comme les céréales ou le sucre de betteraves, formait pour eux le signe annonciateur d'une industrialisation de l'agriculture (Gervais, Servolin, 1963)⁵. En y ajoutant une réflexion bien plus « marxisante », la thèse de l'absorption, rendue publique en 1972, eut été moins l'objet de critiques formulées au sein du courant se réclamant de Marx.

L'approche de Servolin connaît une longévité certes très relative, mais une longévité quand même. L'idée d'une spécificité du travail paysan est abondamment traitée par les agroéconomistes durant les années 1970. Elle est soutenue par un auteur comme Denis Barthélémy qui, dans un article de 1977, se situe sur le même point de vue que celui de son collègue Servolin. Les rapports de production capitalistes, tels que les entendaient Marx dans *Le Capital*, n'ont pas pénétré la petite production parcellaire.

La mise au rebut du marxisme et de la question agraire au début des années 1980

A partir du début des années 1980, s'enclenche un vaste processus de déclin de la pensée critique se réclamant de Marx et des marxistes. L'économie agricole et la sociologie rurale vont être concernées par ce reflux intellectuel qui englobe quasiment toutes disciplines. Si les économistes ont entrepris de rendre visible Marx et le marxisme dans les Universités ou dans des institutions d'État, ce processus contenait en germes les signes annonciateurs du déclin. Si Marx avait été un économiste figurant dans la galerie de portraits des auteurs allant de Smith à Walras, voire Keynes, nul doute qu'il serait encore aujourd'hui étudié et enseigné. Seulement voilà, il fut aussi, et surtout, le penseur de l'émancipation, le clinicien de la révolution, l'auteur d'une œuvre

⁴ La thèse de cet auteur couvre un champ très large en matière de relation entre agriculture et économie politique. Il décortique les grands textes ayant contribué à la dynamique intellectuelle de l'économie rurale en France.

⁵ Cavailhès émit toutefois une critique envers cette approche du problème, considérant que les deux auteurs optaient pour le concept d'industrialisation et non de capitalisme, l'aiguillon de l'industrialisation étant le progrès technique, et que cette dynamique pouvait être perçue comme bien trop linéaire, et non le fruit de contradictions dialectiques. Cf. Cavailhès, *op. cit.* Lire également D. Barthélémy (1977).

politique et philosophique. En cela, il est l'un des représentants de la dialectique, des contradictions du capitalisme, de la lutte des classes, donnant à penser que ce système, comme tout autre chose, a nécessairement une fin, et qu'en cela, il franchit allègrement les frontières du monde académique, lui qui n'était d'ailleurs pas universitaire. Le marxisme n'est en ce sens pas seulement un « marxisme de la chaire ». C'est pourquoi les États, soutenus dans cette expérience de rétablissement de l'ordre scientifique, vont exercer ce que l'on nomme communément depuis Max Weber, leur « monopole de la violence symbolique ». Ce qui compte désormais, c'est de légitimer le capitalisme et de le pérenniser, quel qu'en soit le coût social. Les forces sociales dominantes ne peuvent prendre le risque de voir se rejouer le traumatisme ressenti avec l'Union soviétique et la crise des années trente, porteuses de menaces pour le système économique et la propriété des moyens de production (Foucault, 1966)⁶. Le marxisme en France connaît alors dès cet instant une longue éclipse. En économie agricole, en sociologie rurale, la problématique des rapports entre agriculture et capitalisme s'éteint, plus aucun auteur n'y faisant explicitement référence. Il est donc suggéré d'expliquer pourquoi. On commencera d'abord par une approche générale du déclin du marxisme dans les sciences sociales en France, puis par une incursion dans le domaine spécifique de l'agriculture.

L'économie prise dans le cycle idéologique des années 1980

Sur fond d'échec politique du soulèvement de mai 1968, le discrédit dont vont être l'objet Marx et le marxisme en économie ne peut être dissocié du procès intenté globalement à leur égard qui est instruit dès la fin des années soixante-dix. La problématique des droits de l'homme et du totalitarisme se construit sur la base d'une critique de l'utopie marxiste, et s'appuie sur un célèbre passage du *Discours de Suède*, prononcé par Albert Camus lors de l'attribution du Prix Nobel de Littérature en décembre 1957 :

« Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse »⁷

En écho à cette sentence et largement diffusé par les médias, à commencer par le *Nouvel Observateur* et l'émission *Apostrophes*, toute la posture des intellectuels et des « nouveaux philosophes » (véritables « penseurs sans pensée » comme l'aurait dit Pierre Bourdieu), pour qui l'Union soviétique et donc le marxisme étaient le mal absolu, l'incarnation de la brutalité du XX^e siècle, et selon qui Soljenitsyne incarnait la figure de l'intellectuel dissident contre celle de l'intellectuel prophétique. Une vaste entreprise de dépolitisation s'enclenche dès ce moment, aboutissant au fil des années à imposer les droits individuels et de la propriété au détriment de toute perspective d'émancipation sociale. La problématique antitotalitaire va progressivement s'imposer dans la jeunesse, au point de constituer l'un des maillons de la dépolitisation des sociétés (Christofferson, 2004).

C'est dans ce contexte que la visibilité du marxisme en économie connaît une érosion certaine. Dès la fin des années soixante-dix, cette première phase de l'érosion du marxisme entre en résonance avec l'affirmation de ce que l'on a rapidement et sans doute abusivement appelé le « néo-libéralisme ». La figure emblématique de cette « révolution conservatrice » est Friedrich

⁶ Il est intéressant de noter que M. Foucault, dès 1966, entend liquider le marxisme comme idéologie du passé.

⁷ Camus (1957, page 17).

Hayek, économiste et lauréat en 1974 du *Prix Banque de Suède pour la science économique* (abusivement nommé Prix Nobel d'économie). Un combat acharné est livré contre toute forme d'interventionnisme étatique dans les mécanismes de l'économie, et par voie de conséquence, contre le keynésianisme hier triomphant. Marx n'échappe pas à cette lutte pour imposer les idées et les pratiques libérales, en économie comme en politique. En France, le tournant néo-libéral s'opère trois ans après l'arrivée de la gauche au pouvoir, sous l'impulsion de personnalités comme Jacques Delors, l'un des artisans de la dérégulation et de la financiarisation de l'économie française, sous couvert de poursuivre et d'approfondir la construction européenne, véritable laboratoire d'expérimentation des idées libérales.

Pour bien comprendre les termes du combat mené à l'encontre de tout ce qui ressemble de près ou de loin au socialisme, il est nécessaire de se pencher sur deux ouvrages de Hayek. Le premier, paru en 1944, intitulé *la Route de la servitude*, développe une critique radicale de l'interventionnisme étatique. L'État, sous sa forme social-démocrate ou collectiviste, est selon Hayek le ferment de la privation des libertés politique et économique, le capitalisme étant le seul système permettant à la vie démocratique de se déployer et de se maintenir. Le second est *Droit, législation et liberté*, paru en trois volumes et traduit en français au début des années 1980 aux PUF, dans la collection « Libre-échange »⁸. En France, plusieurs économistes vont être les chantres du néo-libéralisme et de sa diffusion la plus large possible : Pascal Salin, Florin Aftalion, André Fourçans et Henri Lepage, aujourd'hui encore actifs notamment au sein du *think tank* Institut Turgot⁹.

Cette mobilisation des économistes contre l'Etat se retrouve, fort paradoxalement, chez des philosophes dont la pensée critique sur le pouvoir, les prisons, la sexualité... a connu une large audience dans la société. Il n'est pas impossible d'en trouver un écho chez les économistes, même si cet écho semble difficilement mesurable, par le truchement des références bibliographiques. Gilles Deleuze et Michel Foucault symbolisent à eux seuls la proximité que la philosophie française a désormais avec l'économie libérale, celle qui promeut le marché mondialisé.

Chez Deleuze, le concept de « déterritorialisation » entre en résonance avec le décloisonnement et la dérégulation des marchés, afin de favoriser des flux croissants de marchandises et de capitaux à l'échelle mondiale (Deleuze, Guattari, 1973). L'idée de contradiction propre au capitalisme, de luttes sociales et de finalité émancipatrice semble écartée au profit d'un processus de libération de tous les flux et inscrire le devenir des sociétés dans une « histoire désirante ».

La trajectoire de Michel Foucault se situe sur un registre similaire. Au même titre que Deleuze, Foucault suggère de s'éloigner du statut de l'intellectuel total au profit de l'intellectuel régional, doté d'un savoir et d'une pratique local, en opposition à la figure de Jean-Paul Sartre. Partant de cette revendication, Foucault construit très tôt une critique du marxisme, notamment dans son ouvrage de 1966 *Les mots et les choses*. Dans *Il faut défendre la société*, issu de son cours au

⁸ Hayek (1944, 1973, 1976 et 1979). Ne pas oublier que trois ans après la parution de *La route de la servitude*, la Société du Mont-Pèlerin est créée, constituant l'un des actes fondateurs, avec, auparavant, le colloque Lippmann en 1938, du courant néo-libéral, qui inspira par la suite les programmes économiques de Reagan et surtout de Thatcher. Cf. Denord (2007) et Audier (2008).

⁹ Il est intéressant de noter que François Ewald, ancien assistant de Michel Foucault au Collège de France, a rejoint l'Institut Turgot. Illustration supplémentaire de la fascination qu'a pu exercer la pensée libérale sur Foucault. Sur ce dernier point, lire Garo (2011).

Collège de France, il construit une critique de tous les discours englobants, visant expressément tant le marxisme, véritable fil conducteur selon lui d'une pratique de pouvoir qu'il s'agit de dénoncer, s'inscrivant ainsi dans le contexte idéologique dont la finalité est de critiquer le totalitarisme soviétique.

C'est la première phase d'une disqualification du marxisme qui conduira le professeur au Collège de France à prendre conscience de l'intérêt du libéralisme économique au cours des années 1970. 1978 et 1979 sont de ce point de vue des années décisives dans le parcours de Foucault. Elles marquent l'adhésion intellectuelle de ce philosophe à des thèses libérales qui s'installent progressivement dans le paysage des idées politiques et économiques. L'ambition de Foucault étant de se délivrer de l'emprise d'une gauche très engagée dans le combat politique avec l'espoir de construire une société nouvelle, et par voie de conséquence de sa source d'inspiration première, Marx et le marxisme. Le libéralisme économique renvoie ainsi l'image d'un dispositif intellectuel en mesure de fournir un instrument de lutte contre le communisme, et un vecteur de la désétatisation des sociétés.

Cette posture est facilement entrée en résonance avec ce que l'on a appelé la « deuxième gauche », emmenée par Michel Rocard sur le plan politique et par Pierre Rosanvallon sur le plan économique. Le libéralisme est ainsi perçu comme un rempart contre ce qui menace toujours la société, à savoir l'interventionnisme étatique qui prive les individus de liberté. En même temps, le libéralisme forme selon Foucault un support du bien-être de ces individus, conformément au message des fondateurs de l'économie au XVIII^e siècle. On comprend mieux la fascination exercée par l'ordo-libéralisme allemand sur Foucault (Foucault, 1997, 2004). De Deleuze à Foucault, c'est bien la perspective affirmée d'un renoncement à Marx et à l'émancipation qui s'impose.

Le déclin par l'intérieur de la science économique

C'est dans cette conjoncture idéologique que les économistes qui, hier, travaillaient et diffusaient les idées économiques de Marx, vont, de l'intérieur, discréditer le marxisme. Deux ouvrages fondamentaux apportent une contribution décisive, et, pourrait-on dire, irréversible, au processus de déclin de la pensée critique marxiste. D'abord celui d'Henri Denis qui, dans *L'économie de Marx, histoire d'un échec*, paru en 1980 aux Presses Universitaires de France, poursuit son décortilage des écrits économiques de Marx, et décèle les contradictions et les limites contenues dans les travaux du philosophe allemand (Denis, 1980). Elles trouvent leur source dans les hésitations de Marx vis-à-vis de la dialectique hégélienne, le conduisant à opter in fine pour la théorie de la valeur-travail de Ricardo, faisant du même coup de Marx le dernier des classiques. Denis en déduit que Marx a échoué à produire une science authentique de l'économie marchande. Une première étape est franchie dans le long processus qui va aboutir à l'éviction de la théorie de la valeur de Marx.

Faire de Marx l'héritier direct des économistes classiques, et évacuer la valeur et la plus-value, est une entreprise qui trouve son prolongement dans un second livre, celui de Carlo Benetti et Jean Cartelier, *Marchands, salariat et capitalistes*, publié en 1981 aux Presses Universitaires de Grenoble, dans la collection « Interventions critiques en économie politique », qui disparaîtra d'ailleurs deux ans plus tard (Benetti, Cartelier, 1981). Ils voient dans l'économie de Marx une transposition des catégories des classiques que par ailleurs il ne cesse de critiquer. Quelques années plus tard, Cartelier, dans un article sur la théorie de la régulation co-signé avec Michel de Vroey, indique qu'il

faut renoncer à mettre l'accent sur la critique idéologique de la théorie néo-classique, qu'il convient de se frotter à elle (Cartelier, de Vroey, 1989). Il est d'autant plus recommandé de le faire que ces économistes détiennent les attributs de la rigueur scientifique, notamment dans l'usage qu'ils font de l'outil mathématique.

Du côté de l'école de la régulation, la trajectoire est sensiblement la même. L'évacuation de la théorie de la valeur a constitué l'objectif de Michel Aglietta et André Orléan dans *La violence de la monnaie*, paru en 1982 aux Presses Universitaires de France. Les limites de la valeur les conduisent à construire une théorie de la monnaie fondée sur l'anthropologie girardienne de la violence. Dans tous ces cas de figure, on assiste à un repositionnement des recherches et travaux dans l'espace des publications. Il s'inscrit dans un vaste processus de professionnalisation du champ de l'économie, « le désir de faire science » étant de plus en plus structurant pour les économistes. C'est en effet durant les années soixante-dix que sont imposées les normes scientifiques en vigueur aux États-Unis, sous l'impulsion notamment d'Edmond Malinvaud, alors directeur général de l'INSEE. Les luttes engagées durant la crise américaine des années 1930 contre les courants institutionnalistes avec la création de la Société d'économétrie, trouvent leur point d'aboutissement en France. Beaucoup d'économistes ont pris la mesure du retard pris par la science économique en France, imputable selon eux au keynésianisme et au marxisme. La formalisation devient un langage commun, au même titre que l'anglais, et les revues académiques opèrent une mutation radicale, à l'instar de l'évolution de la *Revue économique* (Steiner, 2000) (Lebaron, 2000) (Pouch, 2001). Une hiérarchie sociale des économistes en a découlé, à partir de laquelle il est possible de repérer les stratégies de maximisation des profits symboliques.

Tous les facteurs, qu'ils soient politiques ou inhérents au champ de l'économie, ont convergé pour faire de Marx et du marxisme un corps étranger qu'il convenait de rejeter hors de la science économique.

Déclin du marxisme : le cas spécifique de l'agriculture

Les forces sociales ayant précipité le marxisme dans le déclin ont été à l'œuvre dans le domaine de l'économie agricole et de la sociologie rurale. Formalisée dès la sortie de la guerre, la critique libérale adressée aux pratiques keynésiennes de régulation des économies se met en place dès la sortie de la guerre mais ne se déploie réellement qu'à partir de la fin des années soixante-dix, au moment même où la crise des économies capitalistes s'intensifie. Elle débouche sur un changement de paradigme théorique et pratique qui gagne progressivement tous les pays et tous les secteurs y compris l'agriculture. Amorcée dans les années soixante-dix, à l'occasion notamment des négociations commerciales du Tokyo round, les critiques de la PAC se consolident au milieu de la décennie quatre-vingt à la faveur de l'affirmation du caractère inéluctable de la mondialisation et prendront corps dans des réformes qui s'enchaînent à partir de 1992. Pour garantir la portée scientifique des critiques qu'ils assèment à la PAC comme à tout autre type de politique agricole, les partisans d'un démantèlement de l'intervention publique en agriculture « doivent faire science » (Lordon, 1997). Ils se dotent, à partir de 1975, d'un support d'échange et de diffusion du paradigme néolibéral en agriculture avec la création de l'EAAE, en français

Association européenne des économistes agricoles, lors d'un colloque organisé en Suède, à Uppsala¹⁰.

C'est une date importante dans la mesure où elle intervient juste un an après l'obtention par Hayek du Prix Banque de Suède pour la Science économique, et au moment même où les économistes européens entendent suivre l'exemple de leurs homologues américains en matière de professionnalisation de la discipline, homologues vis-à-vis desquels ils ressentent de l'admiration. En dépit de l'intitulé de l'association, la création de l'EAAE ne procède pas, en effet, d'une rencontre des différentes sociétés savantes de ruralistes européens. Elle a été portée, au contraire, sur les fonds baptismaux par les sociétés britanniques et américaines d'économistes agricoles, et a bénéficié d'un soutien actif — c'est-à-dire financier — de la Commission européenne, en particulier à partir de 1976, date à laquelle l'*European Review of Agricultural Economics* (ERAÉ) devient la revue officielle de l'EAAE. Cette revue, créée en 1973, s'interrompt en 1975 pour être éditée à nouveau en 1976, dans le sillage de l'EAAE.

La posture adoptée par les économistes agricoles européens regroupés dans cette association était motivée par la volonté de s'affranchir de l'image d'« économistes de second rang » travaillant pour un secteur en voie de marginalisation économique et sociale. L'adhésion à l'idée de « professionnalisation » de l'économie bâtie sur le modèle anglo-saxon conduisit logiquement les économistes agricoles européens à intégrer les critères de la recherche et de la publication académiques en vigueur, et à épouser les fondements idéologiques du processus de « professionnalisation ». Or, on sait que la création d'associations d'économistes professionnels a eu pour fonction essentielle de participer à la constitution de frontières pour délimiter le champ de la discipline, excluant du même coup les économistes dont les travaux ne répondaient pas aux normes édictées par la profession, et ne détenant pas le capital symbolique requis pour être reconnus comme « scientifiques », normes qui se sont concrétisées dans des publications d'articles à forte dose de formalisation mathématique, dans des revues à comité de lecture réputées, telles la Revue d'économie politique, la Revue économique dans le cas français, et dans les revues anglo-saxonnes comme l'*European Review of Agricultural Economics*. Cette normalisation de l'économie rurale en France et en Europe a constitué une bonne illustration du processus d'ajustement des champs de l'économie appliquée, dont l'économie rurale fait partie, aux exigences académiques de l'économie pure.

Au risque de résumer un peu trop rapidement l'impact de la « nobélisation » de Hayek sur la pensée économique contemporaine, on peut dire que l'obsession de l'économiste autrichien, dès 1946 et la publication de *The Road of Serfdom*, fut motivée par une lutte sans merci contre le « constructivisme » en économie. Par sa pensée, il entendait s'engager dans la bataille des idées économiques et politiques, afin d'éradiquer les déviances à l'origine d'un abandon progressif du libéralisme, au sens — originel — où il le définissait¹¹. L'idée fondamentale de la philosophie

¹⁰ Sur les raisons de la création de cette EAAE, lire l'allocution faite par son ancien Président, Michel Petit (« The 25th anniversary of our EAAE », 2000) (www.eaae.org). Remerciements à J.-M. Boussard, de l'Académie d'agriculture, pour les informations précieuses qu'il a fournies au sujet de la création de l'EAAE.

¹¹ Avec *La Route de la servitude*, Hayek prolonge et consolide son analyse critique du socialisme et du constructivisme, qu'il avait élaborée en 1935 et publiée dans *Collectivist Economic Planning*. Il estimait que le rôle fondamental de l'État devait être circonscrit à la garantie de l'ordre social. Lire notamment le chapitre III de *La route de la servitude* (p. 30-37).

économique de Hayek réside dans cette conviction que l'individu doit détenir un droit inaliénable à la préservation de son autonomie de décision, et que l'État, ou tout autre organe visant à planifier les actions économiques des individus, doit rester en dehors de la sphère marchande. Ce contre quoi il faut donc lutter, selon Hayek, c'est le « constructivisme » (ou indifféremment, le « planisme »), c'est-à-dire toutes les attitudes estimant que l'ordre social doit être la résultante d'une volonté organisatrice consciente et omnisciente. Chaque individu doit, *a contrario*, être et rester libre — la notion de liberté est, on le sait, centrale dans le dispositif théorique de l'économiste autrichien — d'user comme il l'entend des informations dont il dispose afin d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés, pour aboutir, *in fine*, à la constitution de ce que Hayek nommait un « ordre spontané ».

L'économie de marché se caractérise donc, selon Hayek, comme une dynamique individuelle de découverte de l'information offrant aux individus un vecteur de leur coordination. Hayek indique que la catallaxie (du grec *kattallatein* signifiant « échanger », la catallaxie étant la science de l'échange), en tant que jeu producteur d'un « ordre spontané », est créatrice de richesses et

« que les gains que ses efforts valent à chaque joueur agissent comme autant de signaux, qui lui permettent de contribuer à la satisfaction de besoins dont il n'a pas connaissance, et d'y contribuer en tirant parti de situations qu'il ne connaît, elles aussi, qu'indirectement : à savoir, par leur reflet dans les prix des facteurs de production à employer [...] Ainsi, dans l'ordre de marché chacun est conduit, par le gain qui lui est visible, à servir des besoins qui lui sont invisibles ; et pour ce faire, conduit à tirer parti de circonstances particulières dont il ne sait rien mais qui le mettent à même de satisfaire ces besoins au moindre coût possible, en termes de choses autres qu'il est possible de produire à la place »¹².

Toutes les formes d'intervention de l'État-providence, qui s'étaient développées durant le keynésianisme, à savoir les dispositifs de soutien aux secteurs de l'économie qu'Hayek qualifiait d'obsolètes, les mécanismes de bonification de taux d'intérêt dans le cadre de prêts bancaires, les droits de douane et autres formes de redistribution, constituent autant d'entraves à la liberté individuelle. C'est le cas de l'agriculture (Pouch, 2002). Le processus de réhabilitation du libéralisme, sous l'impulsion de Hayek, s'est donc accompagné d'une critique virulente des politiques agricoles, et, en Europe, de la PAC. La contre-révolution libérale qui se met en place à la fin des années soixante-dix avec les élections de R. Reagan aux États-Unis et de M. Thatcher en Grande-Bretagne, vient légitimer, dans le champ politique, les critiques croissantes adressées aux dispositifs publics d'intervention, dont la politique agricole elle-même rapidement contaminée par l'esprit des réformes. Une telle contre-révolution intervient au moment même où, sous le poids des excédents et des dépenses budgétaires, l'UE éprouve des difficultés à faire émerger des solutions en matière de maîtrise de l'offre agricole, d'autant plus que, en 1983, les États-Unis, en gelant un tiers de leur surface agricole afin de faire remonter les prix mondiaux, laissèrent vacants une partie des marchés sur lesquels l'UE déversa ses productions, devenant ainsi l'un des grands exportateurs mondiaux de produits agricoles et alimentaires, exportations assorties de restitutions.

L.-P. Mahé et M. Roudet publient, par exemple, en 1980, un article d'inspiration libérale, dans *Économie rurale*, resté célèbre car esquissant les voies possibles d'une réforme radicale de la PAC (Mahé, Roudet, 1980). Cet article s'inscrit dans une vaste littérature économique déplorant les errements et les dysfonctionnements engendrés par la PAC depuis sa création. Le discrédit dont

¹²F. V. Hayek, *Law, Legislation and Liberty. The Mirage of Social Justice*, 1976, p. 139-140.

cette politique agricole fait l'objet repose sur une série d'arguments aujourd'hui parfaitement banalisés et sempiternellement ressassés à chaque réforme de la PAC : coût budgétaire, distorsions de concurrence dans les échanges internationaux de biens agricoles et alimentaires, nuisances environnementales et rentes de situation propices aux inégalités entre les producteurs, oubliant au passage les résultats positifs de la PAC. Selon ces analyses, des raisons institutionnelles et politiques ont forgé ces errements, dans la mesure où le poids du lobby agricole est sur-représenté dans les instances de l'UE comparativement à sa représentativité économique.

La PAC aurait par conséquent induit des phénomènes de rente de situation pour certains agriculteurs (Mahé, Ortalo-Magné, 2001). Il ne s'agit pas d'affirmer ici que l'œuvre d'un auteur comme Hayek a constitué la référence majeure des économistes à partir desquels émane une critique de la PAC et de l'interventionnisme en agriculture, mais de rappeler en quoi le basculement du contexte idéologique qui s'opère dans le champ de la science économique a absorbé progressivement tous les secteurs de la science économique, y compris celui de l'économie rurale. En d'autres termes, c'est bien au travers de la légitimité politico-économique d'un auteur ou d'un courant de pensée, voire d'une institution comme la *London School of Economics* où a enseigné Hayek, qu'un lien peut être établi avec l'émergence d'une posture *market oriented* en économie agricole, d'une dé-légitimation de l'intervention étatique sur les marchés agricoles, qu'incarne un auteur comme Mahé.

Pour les pourfendeurs de la PAC, le plus grave résiderait dans les perturbations qu'elle aurait occasionnées en matière de décision économique des agriculteurs. Sous les effets « anesthésiants » de la PAC, les décisions d'investissement et de production prises par les agriculteurs ne reposaient plus sur un fondement rationnel. Simultanément, le projet de libéralisation de la PAC fut systématiquement assorti d'une sorte de *storytelling* selon laquelle le marché, par surcroît globalisé, offrirait des perspectives jamais connues jusqu'à présent d'élévation du bien-être des nations et des populations. C'est exactement ce que suggère Hayek lorsqu'il examine la logique et les conséquences néfastes de l'interventionnisme étatique

« Le but de l'intervention est donc toujours de provoquer un résultat particulier, différent de celui qui se serait produit si le mécanisme avait été laissé à lui-même et avait suivi ses principes inhérents. Si les règles selon lesquelles un tel processus évolue ont été arrêtées d'avance, les résultats qu'il provoquera à un moment quelconque seront indépendants des souhaits que forment les gens à ce moment-là [...] L'intervention ainsi conçue est donc toujours une action injuste dans laquelle quelqu'un se trouve contraint (généralement au bénéfice d'un tiers) dans une situation où d'autres ne le seraient pas, et pour un objectif qui n'est pas le sien. C'est en outre une action qui à chaque fois perturbe l'ordre global et empêche l'ajustement mutuel de toutes ses parties, ajustement sur lequel repose l'ordre spontané. Elle aura cet effet parce que les personnes auxquelles s'adresse le commandement spécial sont empêchées d'adapter leurs activités aux circonstances dont elles ont connaissance, et obligées de servir des fins auxquelles d'autres ne sont pas asservis, fins qui ne seront atteintes qu'au prix de conséquences imprévisibles par ailleurs »¹³.

La PAC est donc identifiée par les « nouveaux économistes » agricoles à une forme de « socialisme », de « planisme », sous-tendue par une incitation à renoncer à la liberté d'entreprendre dans un univers concurrentiel, une négation de l'information émanant des prix agricoles fixés sur et par le marché. Ainsi, toutes les réformes de la PAC procèdent d'une même

¹³ Cf. F. V. Hayek (1976), p. 155-156.

logique : redonner aux prix le rôle qu'ils doivent jouer dans le processus de décision des agriculteurs et des secteurs situés plus en amont ou en aval. La « révolution paradigmatique » qui s'est affirmée dans le champ de la science économique contemporaine ne saurait toutefois expliquer à elle seule le processus de dérégulation des marchés agricoles en Europe. D'autres acteurs ont œuvré avec ténacité pour que la PAC évolue dans le sens indiqué par les économistes. Des institutions internationales comme l'OCDE, la Commission européenne, ou plus récemment l'OMC, ont, en tant que lieux d'expertise, rallié le paradigme libéral. Des acteurs comme les industries agroalimentaires et la distribution ont de leur côté déployé beaucoup d'énergie pour faire prévaloir leurs intérêts économiques face à l'amont de la filière, illustrant ainsi la réalité d'un « pouvoir de marché » qui constituait l'un des arguments légitimant la régulation des marchés agricoles, parallèlement à la variabilité de l'offre et à l'inconsistance économique d'un prix agricole mondial.

Les années 1990 sont bel et bien des années de rupture avec la pratique de l'intervention sur les marchés agricoles, rupture faisant écho, on l'a vu *supra*, à tout un discours discréditant la légitimité et l'efficacité de l'action de l'Etat dans les mécanismes économiques. Ce processus touche également les pays en développement, qui se voient contester par les *Programmes d'ajustement structurels* toute ambition de réguler les marchés des produits de base dont ils sont producteurs et, parfois, exportateurs. De plus, il apparaît que le désengagement de la puissance publique des mécanismes de soutiens à l'agriculture repose sur un pari : affaiblir les agricultures des économies développées pour importer en provenance des nouvelles puissances agricoles – Brésil, Argentine, Thaïlande... – de quoi satisfaire les besoins alimentaires des populations, et se concentrer sur des objectifs d'environnement ou, plus largement, sociétaux. Par contraste avec la posture de l'Union européenne et de plusieurs de ses Etats membres, Les Etats-Unis maintiennent une politique agricole active – remontant aux années 1930 – afin de préserver l'outil de production et la capacité d'exportation du pays en produits agricoles et alimentaires. Une hégémonie même déclinante peut-elle en effet se soustraire du marché mondial des biens agricoles et alimentaires ? Car l'agriculture est aussi une question de rapports de force et de souveraineté nationale dans un monde hautement instable et incertain.

On peut déceler une certaine concordance entre les étapes de l'accumulation du capital dans le secteur de la transformation et de la distribution agricole et alimentaire, et les différentes phases de la construction et de la dérégulation de la PAC : consolidation et concentration du capital sur le marché européen dans un premier temps, à l'abri de la préférence communautaire ; dilution ensuite de la préférence communautaire dans un marché mondialisé avec l'internationalisation et la multiplication, à partir des années quatre-vingt, des investissements directs à l'étranger effectués par les firmes dominantes de l'agroalimentaire, désormais à l'étroit sur le marché européen. Face à de telles pressions, la profession agricole peine à maintenir son influence pour peser sur les choix politiques en matière d'agriculture, et à produire un discours progressiste et en phase avec les attentes du reste de la société, comme elle avait su le faire dans la phase initiale de mise en place de la PAC et de modernisation de l'agriculture.

Il y aurait une dernière raison à l'effacement de la référence marxiste en économie rurale, plus spécifique aux individus eux-mêmes. La figure emblématique de Jean Cavailhès à l'INRA, qui contribua tant au débat, notamment en raison de ses passes d'armes avec Claude Servolin,

constitue un bon support pour expliquer l'érosion de la question agraire en économie à l'INRA et dans les grandes écoles d'agronomie. On sait que cet auteur consacra de longs développements à la dimension foncière en agriculture, en puisant dans les œuvres de David Ricardo et de Karl Marx, en lesquels il voyait plus de proximité que de divergence, en tout cas en ce qui concerne la rente différentielle. Durant ces années de *leadership* marxiste, la rente ne pouvait en quelque sorte qu'être lue et analysée qu'au travers du prisme ricardiano-marxiste. La rencontre avec une autre approche théorique de la rente, due celle-ci à l'économiste allemand Von Thünen, joua un rôle décisif dans l'orientation du travail de recherche de Cavailhès. Pour Ricardo, la rente foncière se définit comme un surplus obtenu par la mise en service de terres de fertilité décroissante. Il en déduit que le prix du bien agricole est indexé sur la valeur de la production dégagée de l'unité de terre la moins fertile, ou marginale. Plus de cinquante ans après, Marx avance sa propre conception de la rente foncière. Il indique que les profits réalisés sur l'activité de travail dans le secteur agricole sont supérieurs à ceux obtenus dans l'industrie, ce qui occasionne une rente qualifiée d'absolue. Mais ce constat ne permet pas d'expliquer la variété des valeurs foncières, indissociable de la décroissance de la fertilité des parcelles de terre (ou « rente différentielle », sur laquelle Marx rejoint son prédécesseur).

C'est de ces deux conceptions que va s'éloigner progressivement un auteur comme Cavailhès car, au début des années 1980, la rencontre avec la théorie de la rente de Von Thünen sera décisive. Economiste allemand, contemporain de Ricardo, propriétaire foncier lui-même, Van Thünen produit en 1826 une approche de la rente reposant non plus sur les différentiels de fertilité des terres mais, plus fondamentalement, sur leur localisation, celle-ci devant être reliée au marché situé en ville. Pour Van Thünen, les terres sont dans un état de fertilité sensiblement voisin, pour ne pas dire homogène. La rente obtenue par le propriétaire provient alors de la terre la plus proche du marché, puisque, pour les terres les plus éloignées du centre, on soustrait de la rente les coûts de transport. Dit autrement, la rente, dans la théorie de Van Thünen, s'assimile à l'économie réalisée sur les coûts du transport des marchandises. C'est donc moins la rente en elle-même qui est la source de la réflexion de l'économiste allemand, que son rôle dans la formation des centres urbains. Travail et rente d'un côté (Ricardo et Marx), localisation et rente de l'autre (Van Thünen). Le cheminement vers une analyse économique de l'urbanisation était donc ouvert. Au regard de l'évolution théorique de l'économiste de l'INRA Cavailhès, de l'importance prise dans ses publications par la question foncière et par l'analyse de l'urbanisation des sociétés, on comprend mieux pourquoi il y eut chez lui une mise à distance de la question agraire prise sous l'angle marxiste. Il est vrai que le foncier allait, dès cette époque, prendre une importance capitale dans l'analyse économique, en raison de la pression et de la spéculation immobilières qui s'étaient enclenchées dans les pays industrialisés, et dont les conséquences sur la problématique des usages agricoles et non agricoles du foncier sont devenues d'une ampleur inédite. La posture d'un Cavailhès s'explique alors par les mutations des structures sociales d'accumulation du capital.

L'interprétation de la théorie de la rente chez Marx a manifestement semé le trouble chez la plupart des auteurs qui ont été en France, à l'origine de toutes ces controverses à propos d'agriculture et de capitalisme. Beaucoup d'entre eux se sont affrontés sur la question de la coexistence ou non des formes sociales de la production agricole avec le mode de production capitaliste. Or, nous savons que Marx, notamment dans le Livre III du *Capital*, n'a pas véritablement fourni une théorie des formes de production spécifiquement capitalistes dans le

secteur agricole. Pour mener à bien son interprétation de la rente foncière, de sa genèse, Marx indique clairement qu'il met à l'écart l'hétérogénéité de ces formes sociales dans le domaine de l'agriculture. C'est pourquoi son analyse de la rente foncière a paru inutilisable pour examiner la question agraire. Pour Marx, la rente foncière doit être resituée dans un processus intellectuel plus général dont l'objet est de se pencher sur le développement du capital. Il en découle que, pour Marx, l'agriculture forme un domaine très particulier dans lequel le capital peut investir, tout en se heurtant à la propriété foncière, ce que reprendra Kautsky quelques années plus tard. On comprend mieux alors en quoi ce type d'impasse ait pu dissuader les chercheurs de poursuivre dans cette voie marxiste.

L'influence de l'écologie dans la dérégulation des politiques agricoles

La remise en cause de la légitimité de la PAC et des mécanismes de régulation qui l'ont caractérisée depuis sa création, franchit une étape supplémentaire avec l'affirmation des préoccupations environnementales au détour des années soixante-dix, à la faveur de la tenue des différents Sommets de la Terre et de l'impact des réflexions d'auteurs comme le philosophe Hans Jonas sur le thème des limites de la croissance économique (Oullitrault, 2008). Cela ne signifie pas nécessairement que la mouvance écologique ait été totalement en phase avec les préceptes définis par les économistes libéraux. Il s'agit en revanche de percevoir comment les préoccupations environnementales ont poussé les groupes écologistes à délaisser leurs modes traditionnels d'action – essentiellement structurés selon une logique de contestation/manifestations – au profit d'une logique d'expertise reposant sur la détention d'un capital scientifique propre à faciliter leur insertion dans le débat public. Il faut, bien sûr, souligner l'hétérogénéité des mouvements environnementalistes, en distinguant, par exemple, la mouvance britannique revendiquant une libéralisation complète de la PAC afin de réduire les productions et donc les pollutions d'origine agricole, de celle, plus continentale, estimant que les mécanismes de régulation, pour justifiés qu'ils soient, doivent être orientés vers la préservation de l'environnement.

Pour parvenir à construire une critique des répercussions environnementales de la PAC, il a fallu que les mouvements écologistes et autres ONG définissent des formes d'action collective qui se distinguent par une capacité d'expertise assortie d'un investissement dans les techniques du *lobbying* auprès des institutions européennes et internationales. Il est symptomatique que ce soit au moment même où la PAC est réformée, en 1992, que les ONG se réclamant de l'écologie s'insèrent dans les débats agricoles et interviennent auprès des instances européennes en qualité d'experts des questions agricoles et environnementales. En a découlé une critique toujours plus acerbe du modèle agricole intensif hérité des années soixante, dont la PAC apparaît comme l'un des principaux vecteurs. La légitimité de l'intervention de l'État en tant que dépositaire de l'intérêt général est contestée au profit d'un intérêt général légitimé par des attentes dites citoyennes. Cette contestation est elle-même légitimée par le jeu institutionnel, puisque la Commission européenne n'hésite pas à mobiliser l'argument des attentes citoyennes, dont elle se présente comme le porte-parole d'avant-garde contre la frilosité conservatrice des États, pour justifier ses propositions de libéralisation des échanges agricoles, et pour réorienter les dépenses budgétaires vers le domaine de l'environnement (Deverre, Sainte-Marie, 2008).

Le tournant agro-environnemental de la PAC s’amorce dès 1985 en Grande-Bretagne avec une mesure d’aide aux agriculteurs dont les pratiques préservent la nature dans certaines zones géographiques. Il se poursuit avec la réforme de 1992 et les mesures agro-environnementales qu’elle instaure (protection des sols, remise en cause des pratiques intensives, « prime à l’herbe », initialisation de pratiques innovantes débouchant sur l’émergence de l’« agriculture biologique »). À partir de 1999, le débat se cristallise dans la négociation budgétaire avec l’instauration d’un règlement communautaire de développement rural, appelé « deuxième pilier de la PAC », et le basculement progressif des soutiens du premier pilier qui concernent les aides liées au marché, sources de distorsions de concurrence, vers les aides du second pilier, ciblées sur des mesures structurelles ou environnementales. La régulation antérieure des marchés agricoles, outre qu’elle n’exercera plus d’effets de distorsion de concurrence, se fissure par le passage du modèle agricole d’après-guerre articulé au fordisme à la « multifonctionnalité rurale » et aux exigences écologiques qui ont exercé, par la voie du lobbying, une influence sur la Commission européenne.

C’est par conséquent en Grande-Bretagne que se construit une nouvelle vision du monde agricole, centrée sur la préservation de l’environnement, à partir de laquelle la PAC va être réorientée selon ce principe directeur. Pour faire passer ce message, les principaux acteurs s’appuient sur un contexte des plus favorables, qui se caractérise par un retour en force du libéralisme conduisant à un discrédit massif jeté sur l’interventionnisme étatique, des soutiens des prix et des versements d’aides à la production ou aux exportations. Le courant environnementaliste fait alors congruence avec le libéralisme en matière agricole. Un tel message, un tel *lobbying*, se sont propagés assez rapidement en France. On sait en effet que la fraction majoritaire du syndicalisme agricole français a fait de l’environnement l’un des leviers pour défendre l’élevage extensif. On sait tout autant que l’INRA, hier le théâtre d’après discussions autour des rapports entre agriculture et capitalisme, a très vite intégré dans ses programmes de recherche la question environnementale (Ansaloni, 2015).

Conclusion

La question agraire constitue l’une des dimensions de la pensée marxiste depuis le XIX^e siècle. Elle a animé de nombreux débats en France, en particulier durant la période des années 1970 où le marxisme est implanté dans les Universités et les Centres de Recherche comme l’INRA. La problématique des rapports entre agriculture et capitalisme a toutefois eu une durée de vie limitée à quelques années, une dizaine tout au plus. Elle a formé l’un des maillons de la singularité française en économie. Les forces sociales opposées au marxisme sont parvenues à évincer durablement de tels débats du champ de la science économique à partir de la seconde moitié des années 1970.

Au regard de l’évolution de l’agriculture française, de sa crise, il semblerait logique que l’on restaure ces controverses, afin de diagnostiquer si le capitalisme a absorbé – ou toujours pas – le secteur agricole. En France, en dépit des forces sociales qui préparent les esprits à la fin de l’exploitation familiale, l’état de la recherche en économie, y compris dans les grandes écoles d’agronomie, laisse supposer qu’il faudra déployer de l’énergie pour réinvestir cette question, en dépit de quelques avancées réelles et fort stimulantes

(Cochet, 2017). Il faudrait sans doute se tourner vers l'Angleterre où, paradoxalement, la question agraire, la question paysanne, demeurent des champs d'investigation fructueux. Il suffit de s'en convaincre, de parcourir les numéros du *Journal of Paesant Studies*. Une revue qui fait cruellement défaut de ce côté-ci de la Manche.

Références bibliographiques

Aglietta M. (1976), *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des Etats-Unis*, éditions Calmann-Lévy, coll. « Perspectives de l'économie ».

Aglietta M., Orléan A. (1982), *La violence de la monnaie*, Presses Universitaires de France, coll. « économie en liberté ».

Ansaloni M. (2015), *Le tournant environnemental de la politique agricole commune. Débats et coalitions en France, en Hongrie et au Royaume-Uni*, éditions L'Harmattan, coll. « Logiques politiques ».

Audier S. (2008), *Le colloque Lippmann. Aux origines du néo-libéralisme*, éditions Le Bord de l'eau.

Barral P. (1968), *Les agrariens de Méline à Pisani*, éditions Armand Colin.

Barthélémy D. (1977), « Valeur et travail paysan », *Cahiers d'économie politique*, numéro 4, p. 85-111.

Benetti C. (1976), *Valeur et répartition*, Presses Universitaires de Grenoble, coll. « Interventions critiques ».

Benetti C., Cartelier J. (1981), *Marchands, salariat et capitalistes*, Presses Universitaires de Grenoble, coll. « Interventions critiques ».

Camus A. (1957), *Discours de Suède*, éditions Gallimard.

Cartelier J. de Vroey M. (1989), « L'approche de la régulation : un nouveau paradigme ? », *Economies et Sociétés*, série Théorie de la régulation, numéro 4, novembre, p. 63-87.

Cavailhès J. (1979), *Les réponses des marxistes à la question agraire. Histoire des idées et des faits*, INRA, document de recherche n° 16, février, 264p.

Cavailhès J. (1984), « Bilan de quinze ans de leadership marxiste », *Economie rurale*, numéro 160, mars-avril, p. 9-14.

Cochet H. (2017), « Séparation capital/travail, flexibilité et rémunération des facteurs de production. La fin de l'exploitation agricole familiale ? », *Economie rurale*, numéro 357-358, Janvier-Mars, p. 7-22.

Christofferson M. (2004), *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, éditions Agone, coll. « contre-feux », pour la traduction française.

Deleuze G., Guattari F. (1973), *L'Anti-Œdipe. Capitalisme et schizophrénie*, éditions de Minuit.

Denis H. (1980), *L'économie de Marx. Histoire d'un échec*, Presses Universitaires de France.

Denord F. (2007), *Néo-libéralisme. Version française. Histoire d'une idéologie politique*, éditions Démopolis.

Destanne de Bernis G. (1975), « Les limites de l'analyse en termes d'équilibre économique général », *Revue économique*, Volume 26, numéro 6, novembre, p. 884-930.

Deverre C., Sainte-Marie (de) C., (2008), « L'écologisation de la politique agricole européenne. Verdissement ou refondation des systèmes agroalimentaires », *Revue d'études en agriculture et environnement*, n° 89, Trimestre 4, p. 83-104.

Foucault M. (1966), *Les mots et les choses*, éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines ».

Foucault M. (1997), *Il faut défendre la société. Cours au Collège de France 1975-1976*, éditions Gallimard

Foucault M. (2004), *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, éditions Gallimard.

Garo I. (2011), *Foucault, Deleuze, Althusser et Marx. La politique dans la philosophie*, éditions Démopolis.

Gauron A. (1983), *Histoire économique et sociale de la cinquième république*, Tome 1, *Le temps des modernistes*, éditions La Découverte, coll. « économie critique ».

Gervais M., Servolin C. (1963), « Réflexions sur l'évolution de l'agriculture dans les pays développés », *Economies et Sociétés*, série AG, numéro 3, novembre, p. 97-122.

Grossman J. (1980), *Agriculture et économie politique*, Thèse de Doctorat en Sciences économiques, troisième cycle, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

Hervieu B. et al., (2010), *Les mondes agricoles en politique*, SciencesPo. Les Presses.

Hayek F. (1944), *The Road of Serfdom*, University of Chicago Press.

Hayek F. (1976), *Law, Legislation and Liberty. The Mirage of Social Justice*, University of Chicago Press.

Lebaron F. (2000), *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, éditions du Seuil, coll. « Liber ».

Lordon F. (1997), « Le désir de faire science », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Volume 119, n° 1, p. 27-35.

Mahé L.-P., Roudet M. (1980), « La politique agricole française et l'Europe verte : impasse ou revision? », *Economie rurale*, n° 135, p. 12-27.

Mahé L.-P., Ortalo-Magné F. (2001), *Politique agricole. Un modèle européen*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Oullitrault S. (2008), *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Res Publica ».

Pouch T. (2001), *Les économistes français et le marxisme. Apogée et déclin d'un discours critique (1950-2001)*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Des Sociétés ».

Pouch T. (2002), « L'agriculture entre théorie et histoire ou qu'est-ce qu'une politique agricole? », *Economie Appliquée*, Tome LV, n° 1, mars, p. 167-194.

Servolin C. (1972), « L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste », in Y. Tavernier, M. Gervais et C. Servolin (éds.), *L'Univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Cahiers de la FNSP, éditions Armand Colin, p. 41-79.

Shackle G. L. (1967), *The Year of High Theory. Invention and Tradition in Economic Thought 1926-1939*, Cambridge University Press.

Steiner P. (2000), « La Revue économique 1950-1980. La marche vers l'orthodoxie économique », *Revue économique*, Volume 51, numéro 5, septembre, p. 1009-1958.